



CONSEIL DES INVESTISSEURS PRIVÉS AU BÉNIN
COUNCIL OF PRIVATE INVESTORS IN BENIN

LES SEPT CHAUSSURES SALES

MIA COUTO

CIPB

Le Conseil des Investisseurs Privés au Bénin est une Association regroupant des entrepreneurs ayant investi de manière significative au Bénin. Emanation de tous les secteurs et de tous les métiers, le CIPB a pour objectifs:

- De promouvoir un espace favorable à l'investissement et à l'emploi
- D'accompagner l'Etat dans ses réformes
- D'optimiser les ressources locales.

Mai 2007

Préface

Notice biographique de M. Mia Couto

Mozambicain blanc d'origine portugaise, Mia Couto, de son vrai nom António Emilio Leite Couto, est né à Beira, Mozambique, en 1955. Étudiant en médecine, il a ensuite entrepris des études de biologie. A partir de 1974, il est directeur de l'Agence d'information du Mozambique, puis du journal *Noticias de Maputo* et de la revue *Tempo*. Il se tourne vers la littérature au milieu des années 80. Il a publié son premier recueil de contes, *Vozes Anoitecidas*, en 1986. Les nombreux livres qui ont suivi ont confirmé l'originalité et le pouvoir créatif d'un écrivain qui s'appuie sur la réalité de son pays – et en particulier de l'imaginaire très riche des populations rurales – pour exalter le pouvoir de la vie et la joie de vivre, malgré des conditions parfois extrêmement dramatiques. Au-delà de l'euphorie qui caractérise son vocabulaire et influence fortement les jeunes écrivains de l'espace lusophone, Mia Couto s'avère être un extraordinaire conteur d'histoires dans la plus pure tradition africaine. Il est aujourd'hui considéré comme un auteur africain de langue portugaise majeur et *La Véranda du frangipanier* (traduit en français) est l'un de ses plus beaux livres.

Note du traducteur.

La langue de Mia Couto est pleine de mozambicanismes, de locutions populaires parfois difficiles à comprendre pour quelqu'un qui n'est pas familier de la langue du petit peuple de Maputo. Cette coquetterie est malaisée à rendre en langue française. C'est pourquoi le traducteur est conscient qu'il n'a pas pu entièrement restituer la saveur du texte original. Il reste, on l'espère, un témoignage attachant, sincère et troublant sur les interrogations qu'un intellectuel, homme de bien, peut se poser sur le destin de son pays, du continent et du monde.

Les sept chaussures sales

Texte de M. Mia Couto, écrivain Mozambicain, lu par lui-même devant un auditoire universitaire à Maputo, Mozambique

Je dois commencer en confessant un sentiment contradictoire : c'est un plaisir et un honneur d'avoir reçu cette invitation et d'être parmi vous. Mais en même temps, je ne sais pas comment traiter cette expression pompeuse : « *oração de sapiência* » (leçon inaugurale). J'ai choisi exprès un thème sur lequel je ne possède qu'une ignorance mal maîtrisée. Nous sommes tous les jours confrontés à l'appel exaltant du combat contre la pauvreté. Et nous souhaitons tous, d'une manière généreuse et patriotique, participer à ce combat. Il existe pourtant plusieurs formes de pauvreté. Et parmi ces différentes formes, il en est qui échappent aux statistiques et aux indicateurs chiffrés : c'est la pénurie de notre réflexion sur nous-mêmes. Je parle ici de la difficulté de nous penser comme sujets historiques, comme point de départ et comme destin d'un rêve.

Je parlerai ici en ma qualité d'écrivain qui a choisi un champ qui est notre vie intérieure, un champ dans lequel nous sommes tous des amateurs. C'est un champ dans lequel personne ne possède de diplôme, ni ne peut avoir l'audace de faire état de son savoir. Le seul secret, le seul savoir est d'être véritablement nous-mêmes, et de ne pas avoir peur de partager publiquement nos faiblesses. C'est cela que j'ai l'intention de faire : partager avec vous quelques-uns de mes doutes, de mes cogitations solitaires.

Je commence par un fait-divers. Nos stations de radio font passer en ce moment une publicité dans laquelle quelqu'un demande à sa voisine : « *dites-moi, Madame, ce qui se passe chez vous, votre fils est contremaître, vos filles se sont bien mariées, votre mari a été promu directeur ; dites-moi, chère voisine, quel est votre secret ?* » Et la dame répond : « *à la maison nous mangeons du rit de marque...* » (je ne vous dis pas la marque parce qu'ils ne m'ont pas payé ce message publicitaire).

Il serait merveilleux que notre vie changeât par le simple fait de consommer tel ou tel produit alimentaire. Je vois déjà notre Recteur en train de distribuer le riz magique et que les portes de l'Université s'ouvrent au succès et au bonheur. Mais, malheureusement, être heureux est infiniment plus pénible.

Le jour de mes 11 ans, le 5 juin 1956, le Président de la Zambie, Kenneth Kaunda, prononça un discours sur les antennes de Radio Lusaka pour annoncer qu'un des fondements du bonheur de son peuple venait d'être construit. Il ne parlait pas d'une marque de riz. Il remerciait le peuple zambien de sa participation à la création de la première université du pays. Quelques mois auparavant, Kaunda avait lancé un appel pour que chaque Zambien contribue à la construction de l'université. La réponse fut émouvante : des dizaines de milliers de personnes répondirent à l'appel. Les paysans donnèrent du maïs, les pêcheurs offrirent du poisson, les fonctionnaires donnèrent de l'argent. Un pays d'analphabètes se rassembla pour créer ce qu'il s'imaginait être une page nouvelle de son histoire. Le message des paysans à l'inauguration de l'université voulait dire : nous avons donné parce que nous croyons, en faisant cela, que nos enfants n'auront plus faim.

Quarante ans après, les enfants des paysans ont toujours faim. En fait, les Zambiens d'aujourd'hui vivent plus mal qu'alors. Pendant les années soixante, le PNB de la Zambie était comparable à celui de Singapour ou de la Malaisie. Aujourd'hui, on ne peut comparer ni de près, ni de loin notre voisin avec ces deux pays d'Asie.

Certains pays africains peuvent justifier la persistance de la misère à cause des guerres qu'ils eurent à subir. Mais la Zambie n'a jamais été en guerre. D'autres pays peuvent soutenir qu'ils n'avaient pas de ressources naturelles. Et pourtant la Zambie est un pays qui dispose d'importantes ressources naturelles. A qui la faute si les espérances ont été déçues ? Qui a failli ? L'université ? La société ? C'est de la faute du monde entier ? Et pourquoi Singapour et la Malaisie ont-elles progressé tandis que la Zambie reculait ?

J'ai évoqué la Zambie, pays africain, au hasard. Malheureusement d'autres exemples ne manquent pas. Notre continent est rempli de cas identiques, de parcours ratés, d'espérances frustrées. L'idée qu'il n'est pas possible de changer le destin de notre continent s'est généralisée. Ça vaut la peine de nous demander : que se passe-t-il ? Que faut-il changer en Afrique et ailleurs ?

Ces interrogations sont sérieuses. Nous ne pouvons éviter d'y répondre, ni jeter de la poudre aux yeux pour masquer les responsabilités. Nous ne pouvons accepter qu'elles ne soient que la préoccupation des gouvernements.

Heureusement, nous vivons au Mozambique une situation particulière, avec des différences marquées. Nous devons apprécier et être fiers que notre parcours ait été bien différent des autres. Nous venons de vivre récemment une de ces différences. Depuis 1957, des 153 chefs d'État africains, seulement six renoncèrent volontairement au pouvoir. Joaquim Chissano (Président sortant du Mozambique) est le septième de ces Présidents. Ça a l'air d'un détail, mais il montre que le processus mozambicain a été orienté par d'autres logiques, bien différentes.

Toutefois, les conquêtes de la liberté et de la démocratie dont nous jouissons aujourd'hui ne seront définitivement acquises que lorsqu'elles se transformeront en une culture portée par chacun d'entre nous. Et cela prendra des générations. En attendant, il pèse sur le Mozambique des menaces qui sont communes au continent tout entier. La faim, la misère, les maladies, tout cela, nous le partageons avec le reste de l'Afrique. Les chiffres sont terrifiants : 90 millions d'Africains mourront du Sida dans les prochaines vingt années. Le Mozambique fournira à ce chiffre près de trois millions de morts. La majeure partie de ceux-là sera des jeunes qui constituent précisément le levier grâce auquel nous pourrions déplacer le poids de la misère. Ce qui veut dire que l'Afrique n'est pas seulement en train de perdre son présent ; elle perd le terrain où pourrait naître un autre demain.

Avoir un avenir coûte beaucoup d'argent. Mais disposer seulement d'un passé coûte bien plus cher. Avant l'indépendance, il n'y avait pas d'avenir pour les paysans zambiens. Aujourd'hui, le seul temps qui existe pour eux est l'avenir des autres.

Les défis sont plus grands que l'espoir ? Mais nous ne pouvons être qu'optimistes et faire ce que les Brésiliens appellent secouer la poussière et chambouler l'ordre des choses. Le pessimisme est un luxe pour les riches.

Mesdames et Messieurs,

La question fondamentale est la suivante ; qu'est-ce qui nous sépare de cet avenir que nous voulons tous ? Certains pensent que ce qui manque est davantage de cadres, d'écoles, d'hôpitaux. D'autres croient que nous avons besoin de davantage d'investisseurs et de projets économiques. Tout cela est bien sûr nécessaire, tout cela est imprescriptible. Mais, selon moi, il est une chose qui est encore plus importante. Cette chose a un nom : c'est une attitude nouvelle. Si nous ne changeons pas d'attitude, nous ne pourrons conquérir une meilleure situation. Nous pourrons avoir davantage de cadres techniques, davantage d'hôpitaux, davantage d'écoles, mais nous ne serons pas des bâtisseurs d'avenir.

J'ai parlé d'une nouvelle attitude, mais le mot doit être utilisé au pluriel, parce qu'elle est composée d'un vaste ensemble de comportements, croyances, concepts et préconcepts. Cela fait bien longtemps que j'affirme que le principal facteur de retard au Mozambique ne se situe pas dans l'économie, mais dans notre incapacité à maîtriser une pensée productive, hardie et novatrice. Une pensée qui ne provient pas de la répétition de lieux communs, de formules toutes faites et de recettes élaborées par d'autres.

Je me demande parfois d'où vient la difficulté que nous éprouvons à nous penser comme sujets de l'histoire ? Elle provient par-dessus tout du fait que notre identité propre est perçue à travers les autres. Tout d'abord, les Africains furent niés. Leur territoire était une absence, leur temps en dehors de l'histoire. Puis les Africains furent étudiés comme un cas clinique. Aujourd'hui, on les aide à survivre dans un lopin de l'histoire.

Nous entamons tous un combat en notre propre sein pour domestiquer nos anciens fantômes. Nous ne pouvons pas entrer dans la modernité, vêtus comme aujourd'hui des oripeaux de préjugés. A la porte de la modernité, il nous faut nous déchausser. J'ai compté sept chaussures sales qu'il nous faut laisser au seuil de la porte des nouveaux temps. Il y en a beaucoup d'autres. Mais il me fallait choisir, et sept est un chiffre magique.

Première chaussure : l'idée que les coupables sont toujours les autres, et que nous sommes toujours des victimes.

Nous connaissons bien ce discours. Ça été la faute de la guerre, du colonialisme, de l'impérialisme, de l'apartheid, en somme, de tout et de tous, sauf de nous-mêmes. Il est vrai que les autres ont eu leur part de nos souffrances. Mais une partie des responsabilités est toujours restée chez nous.

Nous sommes les victimes d'un long processus de déresponsabilisation. Ce lavage de main a été encouragé par certaines élites africaines qui souhaitent garder l'impunité. Dès le départ, les coupables sont identifiés : ce sont les autres, ceux de l'autre ethnie, de l'autre race, de l'autre géographie.

Il y a quelque temps, j'ai été secoué par un livre intitulé *Capitalist Nigger: The Road to Success* d'un Nigérian nommé Chika A. Onyeani. J'ai reproduit dans un journal un texte de cet économiste qui constitue un appel pour que les Africains changent le regard qu'ils portent sur eux-mêmes. Permettez-moi d'en citer un extrait.

Chers frères : je suis complètement fatigué des gens qui ne pensent qu'à une seule chose : se plaindre et se lamenter en un rituel que nous nous fabriquons mentalement en tant que

victimes. Nous pleurnichons et nous nous lamentons, nous nous lamentons et nous pleurnichons. Nous nous plaignons ad nauseam de ce que les autres nous ont fait et continuent de nous faire. Et nous estimons que le monde nous doit quelque chose. Je m'excuse de vous dire qu'il s'agit là d'une illusion. Personne ne nous doit quoi que ce soit. Personne n'est disposé à se séparer de ce qu'il a sous le prétexte que nous, nous le voulons aussi. Si nous voulons quelque chose, il faut savoir le conquérir. Nous ne pouvons pas continuer à mendier, mes chers frères et sœurs. 40 ans après l'indépendance, nous continuons à rendre responsables nos maîtres coloniaux de tout ce qui arrive en Afrique aujourd'hui. Nos dirigeants ne sont pas toujours suffisamment honnêtes pour accepter leur responsabilité dans l'état de pauvreté de nos peuples. Ils accusent les Européens de voler et de piller les richesses naturelles de l'Afrique. Mais je vous le demande : qui invite les Européens à le faire si ce n'est pas nous ?

Nous voulons que les autres nous regardent avec respect et sans paternalisme. Mais, en même temps, nous continuons à nous contempler avec une bienveillance complaisante : nous sommes devenus des experts dans la création de discours déculpabilisant. Et nous disons :

- Que les gens volent parce qu'ils sont, les malheureux, pauvres (oubliant qu'il y a des milliers d'autres pauvres qui ne volent pas).
- Que les fonctionnaires ou les policiers sont corrompus, les malheureux, parce que leur salaire est insuffisant (oubliant que personne, dans ce monde, n'a un salaire suffisant).
- Que l'homme politique a abusé de son pouvoir, le malheureux, parce que dans notre Afrique profonde, ces pratiques sont anthropologiquement légitimes.

La déresponsabilisation est une des flétrissures les plus graves qui pèsent sur nous, Africains, du nord au sud. Il y en a qui disent que c'est un héritage de l'esclavage, de cette époque où nous n'étions pas maîtres de nous-mêmes. Le *patrão* (patron), souvent éloigné et invisible, était responsable de notre destin. Ou de l'absence de destin.

Aujourd'hui, même si ce n'est que symbolique, nous avons tué l'ancien *patrão*. Un des mots qui a le plus rapidement ressurgi, en moins de dix ans, c'est *patrão*. Comme s'il n'était jamais vraiment mort, comme s'il attendait une opportunité historique pour réapparaître dans notre quotidien. Quelqu'un est-il responsable de cette réapparition ? Non. Mais nous sommes en train de créer une société qui produit des inégalités et qui reproduit des relations de pouvoir que nous croyions enterrées.

Seconde chaussure : l'idée selon laquelle le succès ne provient pas du travail

Aujourd'hui même, j'ai été réveillé par l'information selon laquelle un président africain va faire exorciser son palais de 300 pièces parce qu'il entend des bruits étranges pendant la nuit. Le palais en question est si disproportionné par rapport à la richesse du pays qu'il a fallu 20 ans pour le terminer. Les insomnies du Président sont peut-être davantage dues à une certaine mauvaise conscience plutôt qu'à des esprits malfaisants.

Cette anecdote ne fait qu'illustrer comment la plupart d'entre nous explique encore les phénomènes positifs et négatifs. Ce qui explique tant le malheur noir que ce qui justifie la béatitude. L'équipe sportive gagne, l'oeuvre d'art reçoit un prix, le fonctionnaire est promu ? À quoi cela est-il dû ? la réponse immédiate, mes amis, nous la connaissons tous. Le succès est dû à la (bonne) chance. Et l'expression bonne chance veut dire deux choses : la protection des ancêtres morts et la protection des parrains vivants.

On ne considère jamais ou rarement le succès comme le résultat de l'effort, du travail perçu comme un investissement à long terme. Les causes de ce qui nous arrive (en bien ou en mal) sont attribuées aux forces invisibles qui commandent le destin. Pour certains, cette conception causale est considérée comme étant si profondément «africaine» que nous perdriions notre «identité» si nous l'abandonnions. Les discussions concernant les identités «authentiques» sont toujours périlleuses. Il vaudrait pourtant la peine de débattre de notre capacité à renforcer une conception plus productive qui s'orienterait vers une attitude plus active intervenant sur le cours de l'histoire.

Malheureusement, nous nous considérons davantage comme des consommateurs que comme des producteurs. L'idée que l'Afrique puisse produire de l'art, de la science et de la pensée est étrangère à beaucoup d'Africains. Jusqu'ici, le continent a produit des richesses naturelles et de la force de travail. Il a produit des footballeurs, des danseurs, des sculpteurs. Tout cela est accepté, tout cela est dans le champ de ce qu'on appelle naturel. Mais bien peu acceptent que les Africains puissent être producteurs d'idées, d'éthique et de modernité. Il n'est pas nécessaire que les autres ne le croient pas possible. Nous nous chargeons nous-mêmes de ne pas y croire.

Le proverbe dit: «la chèvre mange où elle est attachée». Nous savons tous quelle utilisation lamentable est faite de ce proverbe, et comment il justifie le comportement de ceux qui tirent parti de leur situation ou des postes qu'ils occupent. C'est déjà triste de nous comparer à des chèvres. Mais il est symptomatique que ces proverbes de circonstance ne nous identifient jamais à des animaux productifs, comme la fourmi par exemple. Imaginons un instant que le proverbe soit changé et qu'il dise : «La chèvre produit là où elle est attachée». Je parie que plus personne ne voudrait être une chèvre.

Troisième chaussure : Ce préjugé selon lequel celui qui critique est un ennemi

Nombreux sont ceux qui pensent qu'avec la fin du monopartisme, l'intolérance envers ceux qui pensent différemment a disparu. Mais l'intolérance n'est pas que le produit des régimes politiques. Elle est le fruit des cultures et le résultat de l'Histoire. Nous avons hérité de la société rurale une notion de loyauté qui est trop paroissiale. Cette façon de décourager l'esprit critique est encore plus grave quand il s'agit de la jeunesse. Le monde rural est fondé sur l'autorité que confère l'âge. Celui qui est jeune, celui qui ne s'est pas marié et qui n'a pas d'enfants, n'a pas de droits, n'a pas de voix ni de visibilité. Et la même marginalisation pèse sur la femme.

Cet héritage n'aide pas à la création d'une culture de discussion claire et ouverte. Ainsi le débat des idées est remplacé par l'attaque personnelle. Il suffit de diaboliser celui qui pense différemment. Et les couleurs des diables disponibles sont nombreuses : la couleur politique, la couleur de l'âme, la couleur de la peau, de l'origine sociale ou religieuse.

Dans ce domaine, il existe une composante historique qu'il nous faut prendre en compte : le Mozambique est né d'une guérilla. Cet héritage nous a légué une profonde fierté de la façon dont nous avons conquis l'indépendance. Mais la lutte de libération nationale nous a également donné, par inertie, l'idée que le peuple était une espèce d'armée qui pouvait être commandée par la discipline militaire. Dans les années immédiatement après l'indépendance, nous étions tous des militants, nous avions tous une seule cause, notre âme tout entière cédait en présence des chefs. Et il y avait tant de chefs ! Cet héritage n'a pas contribué à la naissance d'une insubordination positive.

Je vais vous faire une confidence. Au début des années 80, je fis partie d'un groupe d'écrivains et de compositeurs à qui fut confiée la tâche de concevoir un nouvel Hymne National et un nouvel hymne pour le parti FRELIMO. La façon dont nous fut confiée cette tâche est révélatrice de cette discipline : nous reçûmes un ordre de mission, nous fûmes requis à nos services, et, sur ordre du Président Samora Machel, nous fûmes enfermés dans une maison à Matola, avec l'ordre suivant : vous ne sortirez d'ici que lorsque vous aurez terminé les hymnes. Une telle relation entre le pouvoir et les artistes n'est imaginable que dans un cadre historique déterminé. Ce qui est certain, c'est que nous acceptâmes avec dignité cette charge ; cette tâche apparaissait comme un honneur et un devoir patriotique. Et nous nous comportâmes plus ou moins bien. C'était une époque de grandes difficultés... et les tentations étaient nombreuses. Il y avait dans cette maison à Matola des employés domestiques, une piscine, et il y avait à manger, à une époque où tout cela manquait en ville. Je dois confesser que les premiers jours, nous étions fascinés par tant d'abondance et que nous paressions, accourant autour du piano seulement quand la sirène qui annonçait la venue des chefs retentissait.

Cette désobéissance adolescente était notre façon de tirer une petite vengeance de cette discipline de caserne.

Le texte d'un de ces hymnes reflétait cette tendance à la militarisation, cette approximation métaphorique à laquelle j'ai déjà fait allusion.

*Nous sommes les soldats du peuple
Qui marchent à l'avant*

Tout ceci doit être perçu compte tenu du contexte, sans ressentiment. C'est ainsi qu'est né à *Patria Amada* (Hymne National) cet hymne que nous chantons comme un seul peuple, uni par un rêve commun.

Quatrième chaussure : L'idée selon laquelle changer les mots change les choses

Une fois, à New York, un de nos compatriotes faisait une conférence sur la situation de notre économie, et à un moment donné, il parla de marché noir. Ce fut la fin du monde. Des protestations s'élevèrent avec tant de force que mon pauvre ami dût s'interrompre sans bien comprendre ce qui se passait. Le lendemain, nous reçûmes une espèce de petit dictionnaire des expressions politiquement incorrectes. Étaient bannis de la langue des mots tels qu'aveugle, sourd, gros, maigre, etc.

Nous avons été à la remorque de ces préoccupations d'ordre cosmétique. Nous reproduisons un discours qui privilégiait le superficiel, et qui suggérait qu'en modifiant son aspect, on le rendait acceptable. Aujourd'hui, par exemple, nous constatons qu'il existe des hésitations sur le fait de savoir si nous devons dire «nègre» ou «noir». Comme si le problème résidait dans les mots en eux-mêmes. Ce qui est curieux, c'est que pendant que nous continuons à débattre de ce choix, nous continuons à utiliser des expressions qui, elles, sont réellement péjoratives, comme «mulato» ou «monhie» (métis ou Indien au sens péjoratif).

Il existe toute une génération qui est en train d'apprendre une langue - la langue des workshops. C'est une langue simple, une espèce de sabir à mi-chemin entre l'anglais et le portugais. En fait, ce n'est pas une langue mais un vocabulaire de pacotille. Il nous suffit de bien savoir placer quelques mots à la mode pour parler comme les autres, c'est-à-dire ne rien dire.

Je vous recommande tout particulièrement quelques mots comme par exemple :

- desenvolvimento sustentável (développement soutenable)
- awarenesses ou accountability (prise de conscience)
- boa governação (bonne gouvernance)
- parcerias sejam elas inteligentes ou não (partenariats, qu'ils soient ou non intelligents)
- comunidades locais (communautés locales)

Ces ingrédients doivent de préférence être utilisés dans un format «Powerpoint» (copyright Microsoft). Une autre manière de faire bonne figure dans les workshops est d'utiliser abondamment les sigles. Parce qu'un workshopiste confirmé maîtrise ces sigles. Je cite ici une phrase envisageable extraite d'un rapport existant peut-être : les ODMS du PNUD s'équipèrent en NEPAD de l'UA et du PARPA du GOM. À bon entendeur, un demi-sigle suffit.

Je suis d'une époque où nous étions appréciés par ce que nous faisons. Aujourd'hui, ce que nous sommes est apprécié par le spectacle que nous donnons de nous-mêmes, par la façon que nous avons de nous mettre en vitrine. Le curriculum, la carte de visite pleins de raffinements et de titres, la bibliographie de nos publications que presque personne n'a lues, tout cela paraît suggérer une seule chose : les apparences valent désormais davantage que notre capacité à faire des choses.

Beaucoup d'institutions qui devraient produire des idées produisent aujourd'hui du papier surchargeant les étagères de rapports destinés à devenir des archives mortes. Au lieu de solutions, on trouve des problèmes. Au lieu d'actions, on suggère de nouvelles études.

Cinquième chaussure : la honte d'être pauvre et le culte des apparences.

La rapidité avec laquelle on veut montrer qu'on n'est pas pauvre est en soi, un certificat de pauvreté. Notre pauvreté ne peut être un motif pour la cacher. Celui qui en a honte n'est pas le pauvre mais celui qui crée la pauvreté.

Nous assistons aujourd'hui à une préoccupation confuse d'avoir à exhiber de faux signaux de richesse. L'idée s'est forgée que le statut de citoyen naît des signaux qui le différencient des plus pauvres.

Je me souviens qu'un jour, j'avais l'intention d'acheter une voiture à Maputo. Quand le vendeur se rendit compte de la voiture que j'avais choisie, il fit presque une crise cardiaque. «Mais Monsieur Mia, il vous faut une voiture *compatible*». Le mot est curieux : «compatible». Nous vivons en représentation sur une scène de théâtre : une voiture n'est déjà plus un objet fonctionnel. C'est un passeport vers un statut de son importance, une source de vanité. L'automobile s'est transformée en un motif d'idolâtrie, en une espèce de sanctuaire, en une véritable obsession d'autopromotion.

Cette maladie, cette religion qu'on pourrait appeler voiturolâtrie touche tout le monde, depuis le dirigeant de l'État jusqu'au gamin des rues. Un garçon qui ne sait pas lire connaît tous les détails de tous les modèles de voitures. Il est triste que l'horizon des ambitions soit si vide et qu'il se limite à l'éclat d'une marque de voiture.

Il devient urgent que nos écoles exaltent comme valeurs positives l'humilité et la simplicité. L'arrogance et l'exhibitionnisme ne sont pas comme on le prétend les émanations d'une culture africaine du pouvoir. Ce sont les émanations de ceux qui prennent l'emballage pour son contenu.

Sixième chaussure : la passivité devant l'injustice

Nous sommes tout disposés à dénoncer les injustices quand elles sont commises contre nous-mêmes, contre notre groupe, notre ethnie, notre religion. Nous sommes moins disposés à le faire quand l'injustice est commise contre les autres. Il reste au Mozambique des zones d'injustices silencieuses, des zones où le crime reste invisible. Je pense en particulier à :

- La violence domestique (40 % des crimes sont des agressions contre les femmes, voilà un crime invisible) ;
- La violence contre les veuves ;
- La façon avilissante dont sont traités beaucoup de travailleurs ;
- Les mauvais traitements infligés aux enfants.

Il y a quelques jours, nous avons été scandalisés par la petite annonce qui privilégiait des candidats de race blanche. Des mesures immédiates furent prises et ce fut absolument justifié. Il existe pourtant des incitations à la discrimination qui sont aussi (ou plus) graves et que nous acceptons comme naturelles ou indiscutables.

Prenons cette petite annonce et imaginons qu'elle ait été rédigée de manière indiscutable et non raciale. Dans ce cas, tout irait bien ? Je ne sais pas si vous savez quel est le tirage du journal *Noticias*. Il est de treize mille exemplaires. Même si l'on accepte que chaque exemplaire est lu par 5 personnes, on constate que le nombre de lecteurs est moindre que celui de la population d'un seul quartier de Maputo. C'est dans ce cercle restreint que circulent les opportunités. J'ai parlé du tirage en laissant de côté le problème de la distribution. Pourquoi la géographie limite-t-elle la diffusion des messages de nos journaux ? Quelle part du Mozambique est délaissée ?

Il est vrai que cette discrimination-là n'est pas comparable à celle de l'annonce raciste parce qu'elle n'est pas le résultat d'une action explicite et consciente. Mais les effets de ces pratiques en termes d'exclusion et de discrimination doivent être pris en compte et ne peuvent relever de la normalité. Ce «quartier» de 60.000 personnes-lecteurs est une nation dans la nation, une nation qui arrive première, qui échange avec elle-même des faveurs, qui vit en portugais et qui dort sur les coussins de l'écriture.

Autre exemple. Nous administrons des anti-retro-viraux à environ 30.000 malades du Sida. Ce chiffre pourra atteindre d'ici quelques années 50.000. Ce qui veut dire qu'environ un million quatre cent cinquante mille malades sont exclus du traitement. C'est une décision qui revêt des implications éthiques terribles. Comment et qui décide qui est exclu ? Est-il acceptable, je le demande, que la vie d'un million et demi de citoyens soit entre les mains d'un petit groupe technique ?

Septième chaussure : l'idée que pour être modernes, il nous faut imiter les autres

Tous les jours, d'étranges visiteurs pénètrent dans notre maison. Ces visiteurs entrent par une caisse magique appelée télévision. Ils créent une relation de familiarité virtuelle. En peu de temps, nous nous mettons à penser que ce sont nous qui vivons à l'extérieur, dansant dans les bras de Janet Jackson. Ce que viennent nous dire les vidéos et toute l'industrie de la télévision, ce n'est pas seulement «achetez». Il y a une toute autre invitation qui est: «soyez comme nous ». Cet appel à l'imitation tombe comme de l'or sur un ciel d'azur ; la honte d'être ce que nous sommes est un tremplin qui nous pousse à revêtir cet autre masque.

Le résultat, c'est que notre production culturelle devient la reproduction singée de la culture des autres. L'avenir de notre musique pourra être une espèce de hip-hop tropical, et le destin de notre cuisine pourrait être MacDonald's.

Nous avons évoqué l'érosion des sols, et la déforestation, mais l'érosion de nos cultures est bien plus préoccupante. Le passage au second plan des langues mozambicaines (y compris la langue portugaise) et l'idée selon laquelle nous n'avons d'identité que dans ce qui est folklorique sont une façon de nous souffler au creux de l'oreille le message suivant : nous sommes modernes si nous sommes américains.

Notre corps social a une histoire tout comme un individu. Nous sommes marqués par des rituels de transition : la naissance, le mariage, la fin de l'adolescence, la fin de la vie.

Je contemple notre société urbaine et je me demande : voulons-nous vraiment être différents ? Parce que je constate en regardant ces rituels de passage qu'ils reproduisent aussi fidèlement qu'une photocopie ce que je connaissais pendant la société coloniale. Nous dansons la valse en complet veston au bal des diplômés qui est un décalque de celui de mon époque. Nous copions les cérémonies de fin de cours à partir des modèles de l'Angleterre médiévale. Nous nous marions en voiles et en dentelles, et nous rejetons loin de l'avenue Julius Nyerere (artère chic de Maputo) tout ce qui pourrait suggérer une cérémonie plus enracinée dans la terre et la tradition mozambicaine.

Mesdames et Messieurs

J'ai parlé du fardeau dont nous devons nous débarrasser pour entrer de plain-pied dans la modernité. Mais la modernité n'est pas une porte faite uniquement par les autres. Nous aussi sommes les menuisiers de cette œuvre et nous ne sommes intéressés à entrer que dans une modernité dont nous serons aussi les constructeurs.

Mon message est simple : bien plus que d'une génération techniquement compétente, il nous faut une génération capable de questionner la technique. D'une jeunesse capable de repenser le pays et le monde. Bien plus que des gens capables de donner des réponses, nous avons besoin de la capacité à poser des questions. Le Mozambique n'a pas simplement besoin d'avancer. Il a besoin de découvrir son propre chemin en un temps de brouillard et dans un monde sans caps. La boussole des autres n'est rien, les cartes des autres ne nous aident pas. Il nous faut inventer nos propres points cardinaux. Nous nous intéressons à un passé qui ne soit pas chargé de préjugés. Nous sommes intéressés en un avenir qui ne nous soit pas fourni comme une recette financière.

L'Université doit être un centre de débats, une fabrique de citoyenneté active, une forge d'inquiétudes solidaires et de rébellion constructive. Nous ne pouvons pas former des jeunes professionnels du succès dans un océan de misère. L'Université ne peut pas accepter de reproduire l'injustice et l'inégalité. Nous combattons avec les jeunes pour

ce qui doit être une pensée jeune, fertile et productive. Cette pensée ne naît pas d'une commande, et elle ne naît pas seule. Elle naît du débat, de la recherche innovante, de l'information ouverte et attentive à ce qui naît de meilleur en Afrique et dans le monde.

La question est la suivante : on parle beaucoup des jeunes. On parle peu avec les jeunes. Ou mieux dit, on parle avec eux quand ils deviennent un problème. La jeunesse vit cette condition ambiguë, dansant entre une vision romantique (elle est la sève de la nation) et une condition maligne, un nid de risques et de préoccupations (le Sida, la drogue, le chômage).

Mesdames et Messieurs

Il n'y a pas que la Zambie qui a vu dans l'éducation ce qu'un naufragé voit dans une chaloupe de sauvetage. Nous aussi, nous avons déposé nos rêves dans ce compte.

Lors d'une réunion publique qui a eu lieu l'an dernier à Maputo, un nationaliste d'un âge déjà avancé a affirmé avec véracité et courage ce que nous étions déjà nombreux à savoir. Il a confessé que lui, et beaucoup de ceux qui, dans les années soixante, ont rejoint le FRELIMO, n'étaient pas seulement guidés par l'engagement dans le combat pour l'indépendance. Ils coururent le risque de franchir la frontière de la peur pour avoir la possibilité d'étudier. La fascination de l'éducation, passeport pour une vie meilleure, existait dans un univers dans lequel quasiment personne ne pouvait étudier. Cette impossibilité prévalait dans tout le continent africain. En 1940, le chiffre d'Africains qui fréquentaient des écoles secondaires était inférieur à 11.000. Aujourd'hui, la situation s'est améliorée et ce chiffre a été multiplié des milliers de fois. Le continent a investi dans la création de nouvelles capacités. Et cet investissement a produit, sans aucun doute, des résultats importants.

Il devient toutefois de plus en plus clair que davantage de cadres techniques ne résolvent pas, de par leur seule existence, la misère d'une nation. Si un pays ne dispose pas de stratégies orientées vers la production de solutions radicales, alors tous ces investissements ne produiront pas la différence souhaitée. Si les capacités d'une nation sont orientées vers l'enrichissement rapide d'une élite restreinte, alors cela ne servira à rien de disposer de davantage de cadres techniques.

L'école est un moyen pour vouloir ce que nous n'avons pas. La vie, ensuite, nous enseigne à avoir ce que nous ne voulons pas. Entre l'école et la vie, il nous revient d'être sincères et d'avouer aux plus jeunes que nous non plus nous ne savons pas, et que nous autres, professeurs et parents, nous sommes aussi à la recherche de réponses.

Le nouveau gouvernement a remis au goût du jour le combat pour l'amour-propre. C'est un facteur pertinent et justifié. Il nous faut nous aimer nous-mêmes, il nous faut croire en nos capacités. Mais ce recours à l'amour-propre ne peut se baser sur une vaine vanité, sur une espèce de narcissisme futile et sans fondements. Certains pensent que nous allons racheter notre orgueil en retournant au passé. Et il est vrai qu'il faut comprendre que nous avons des racines et que ces racines nous honorent. Mais l'amour-propre ne peut s'édifier seulement avec les matériaux du passé.

En fait, il existe une seule façon de nous valoriser : c'est par le travail, c'est par les oeuvres que nous serons capables de réaliser. Il nous faut accepter cette condition sans complexes et sans honte : nous sommes pauvres. Ou plutôt nous avons été appauvris par l'Histoire. Mais nous avons fait partie de cette Histoire, nous avons donc été appauvris par nous-mêmes. Les raisons de nos échecs passés et à venir résident aussi en nous-mêmes.

Mais la capacité de dominer notre condition historique réside aussi en nous-mêmes. Nous saurons, comme nous avons su dans le passé, conquérir la certitude que nous sommes les auteurs de notre destin. Il nous faudra davantage encore d'orgueil d'être qui nous sommes : des Mozambicains d'une époque et d'un lieu où nous naissons tous les jours. C'est pour cela que ça vaut la peine de déchausser non seulement les sept chaussures, mais toutes les chaussures qui ralentissent notre marche collective. Parce que la vérité est une : il vaut mieux marcher pieds nus que trébucher avec les chaussures des autres.